

# MARDI 6 JUIN

## MANIFESTATIONS

Heures et lieux non connus à ce jour et d'ici là...



### L'Anticapitaliste



MACRON, BORNE, DARMANIN:

## LA VIOLENCE, C'EST EUX!

Organisée par l'Anticapitaliste, la 15e université d'été du NPA se déroulera du dimanche 27 août au mercredi 30 août à Port-Leucate, près de Perpignan.

Comme chaque année, militantEs et sympathisantEs du NPA se retrouveront pour quatre jours d'ateliers, discussions, projections-débats... dans un cadre convivial, à deux pas de la plage.

Le programme est en cours de préparation, et les inscriptions seront bientôt ouvertes !

Pour prendre contact avec le NPA

[npasaintmalo@gmail.com](mailto:npasaintmalo@gmail.com)

# Rouge Emeraude

bulletin des anticapitalistes du pays malouin

ISSN 2969-9924

n°121  
21 mai  
2023

## Face à Macron et son monde, rester mobiliséEs!

Sommet « Choose France », intervention de Macron sur TF1, déclarations et annonces tous azimuts du président et des ministres : le pouvoir essaie de reprendre la main et de « tourner la page » des retraites. Mais la colère est toujours là, l'instabilité politique aussi, et nous devons conserver notre objectif de leur infliger une défaite par nos mobilisations.

Macron a choisi de recevoir à l'Élysée, le lundi 15 mai, Elon Musk. Une rencontre savamment mise en scène et particulièrement riche en symboles, quelques heures avant l'intervention télévisée du président sur TF1. Elon Musk, multi-millionnaire adepte du management toxique et brutal, des opérations boursières douteuses, de l'optimisation fiscale, des grands projets coûteux et inutiles, défenseur de la « liberté de parole » de Donald Trump, s'est ainsi retrouvé érigé en symbole des « capitaines d'industrie » auxquels Macron veut « tendre la main ». Quelques heures plus tard, Musk continuait d'être accueilli comme un chef d'État, invité à déjeuner à la table d'honneur du ministre de l'Économie B. Le Maire à Versailles à l'occasion du sommet « Choose France ».

### Circulez, y'a rien à voir ?

« Nous avons tant à faire ensemble », a déclaré Macron à propos de Musk. Voilà qui a de quoi nous inquiéter quant aux projets du président de la « start-up nation ». Alors que la contre-réforme des retraites a suscité une mobilisation historique, que le président et son gouvernement sont minoritaires dans l'opinion, que ses déplacements et ceux de ses ministres continuent d'être perturbés malgré des déploiements policiers sans précédent, Macron fait comme si de rien n'était, continue d'étaler des bilans dégoûtants d'auto-satisfaction et de mépris et affirme non seulement qu'il ne va pas modifier son cap mais qu'il entend accélérer ses politiques.

Son intervention au 20h de TF1 a ainsi été l'occasion de **nouvelles provocations, et annonces plus ou moins floues** qui montrent que le pouvoir n'entend pas changer de logiciel : avec 2 milliards de baisses d'impôts annoncées, Macron continue de dire que « les Français paient trop d'impôts » alors qu'il n'a eu de cesse d'alléger la fiscalité des plus riches et des grandes entreprises ; en évoquant le fumeux « partage de la valeur », Macron contourne toute discussion sur l'augmentation des salaires, se concentrant sur la « participation » et « l'intéressement » ; et bien évidemment, pas un mot sur les conséquences que ces « économies » vont avoir sur la dépense publique, et donc les services publics. En gros : circulez, y'a rien à voir, et malgré la contestation qui se poursuit, nous ne changerons rien, car nous savons ce qui est bon pour vous.

### La colère...et donc l'instabilité politique sont toujours là

Mais derrière cette belle assurance, on sent tout de même pointer **une certaine fébrilité** : le flou de certaines annonces ressemble davantage à des postures qu'à des réponses à une situation de crise économique, sociale et politique, qui dure. Les déplacements de Macron et de ses ministres se sont considérablement ralentis sous la pression des comités d'accueil et autres casseroles, qui donnent à voir la **faible légitimité et l'impopularité du gouvernement**.

Nous ne sommes évidemment plus au mois de mars, avec un niveau de contestation sociale, grèves et manifestations, historiquement élevé. Mais cela ne signifie pas que le pouvoir a remporté la bataille, et ce n'est d'ailleurs pas un hasard si la minorité présidentielle est en train d'explorer toutes les possibilités constitutionnelles pour empêcher qu'il y ait un vote, le 8 juin, sur l'abrogation de la loi modifiant l'âge de départ à la retraite. L'instabilité perdure, la colère est toujours là, et le gouvernement, au-delà de ses discours, sait que ses marges de manœuvre sont particulièrement réduites, entre autres pour faire passer ses futurs projets de régression sociale.

La **journée de mobilisation du 6 juin** doit être un nouveau rendez-vous massif, pour non seulement **faire entendre la colère mais aussi donner un nouvel élan à la contestation sociale et politique**. Nous devons tout faire pour qu'elle soit une réussite, ce qui signifie aussi organiser des rendez-vous intermédiaires, avec des actions, des réunions publiques, des comités d'accueil pour les macronistes.

On ne lâchera pas l'affaire, la partie n'est pas terminée : **pour nos retraites, pour nos salaires, pour nos services publics, en finir avec Macron et son monde reste l'objectif !**



avec Olivier BESANCENOT, Christine POUPIN, Philippe POUTOU, Pauline SALINGUE

## BREVES DE PONTONS

### L'hôpital territorial à Atalante: et après ?

Le 5 mai dernier, sous l'égide du préfet de région, le site d'implantation du futur hôpital territorial a été arrêté: ce sera donc la ZAC Atalante sur la commune de Saint-Jouan-des-Guéréts. Certain.es élu.es se félicitent de cette issue qui intervient 27 mois (!) après la signature de la lettre de cadrage du projet de réorganisation hospitalière, témoignant de leur absence d'anticipation sur ce dossier majeur d'aménagement du territoire. D'autres vont sans doute, et à juste raison, regretter cette option qui va effectivement augmenter les temps d'accès aux soins spécialisés pour les populations résidant au sud-ouest et au nord-ouest de Dinan. Nous ne relèverons par les pleurnicheries de la Chambre de Commerce de Saint-Malo qui regrettent qu'on ait ainsi dévié la destination initiale de la Zac d'Atalante (accueil d'activités du numérique et des biotechnologies marines), alors qu'on n'a pas beaucoup entendu ces entrepreneurs lorsqu'il s'est agi d'y implanter la piscine Aquamalo, voire la chimère du « stade des Terreneuvas »...

Quoi qu'il en soit, **cette décision ne solde nullement nos interrogations sur la restructuration de l'appareil de soins du secteur sanitaire Dinan – Saint-Malo.**

Avec la coordination malouine *Le Monde d'Après* et l'association Dinan diverCité, qui ont travaillé ce sujet depuis 2021 (\*), nous continuons en effet de penser que **si la localisation du « navire amiral du projet » n'est évidemment pas secondaire, celle-ci, à elle seule, ne peut garantir l'accès pour toute la population à des soins de qualité dans des bonnes conditions de sécurité.**

De ce point de vue, la poursuite de la mobilisation et de la vigilance s'impose

- sur la déclinaison du projet médico-soignant partagé entre les 4 structures du groupement hospitalier (Hôpital territorial, CH de Dinan, CH Saint-Malo Cœur de ville, CH Cancale),
- sur la ventilation des différentes spécialités médicales et activités, avec leurs capacités en lits d'hospitalisation et avec leurs effectifs médicaux, soignants, techniques et logistiques correspondants,
- Sur l'avenir des sites malouins déclassés (Broussais, Corbières, ...) dans le contexte du futur Plan local d'urbanisme,
- Sur le plan de financement de l'opération qui va être soumis aux coups de rabot des technocrates médicaux du Conseil National de l'Investissement en Santé et du Ministère.

Plus généralement, une question reste en grande partie pendante: comment, dans le contexte de la décennie à venir qui va être marquée par une aggravation de la pénurie en compétences médicales tant à l'hôpital qu'en ville (voir Ouest-France du 20 mai !), peut-on **concevoir un tel projet de réorganisation sans l'articuler précisément avec un développement de structures extrahospitalières** coordonnées pour garantir l'accès aux soins de 1<sup>er</sup> recours comme le retour à domicile précoce après le séjour hospitalier ?

Affaire à suivre donc...et de près !

DB

(\* voir le dossier *Aux pays de Saint-Malo et Dinan, la santé du futur se décide maintenant*, toujours en ligne par <http://www.lemondedepres-saintmalo.fr/medias/files/dossier-sante-du-futur-v-30-aou-t-le-ger.pdf>

### Le 27 mai, commémorens la Commune de Paris...

Comme en 2021, la chorale de rue *La Rue Kichante*, rappellera en chansons le 152<sup>ème</sup> anniversaire de la Commune de Paris.

Ce sera le **27 mai, à 17h30, esplanade Saint-Vincent à Saint-Malo**. Un écho au passage à l'auteur **François Bourgeon** qui, dans le cadre du Festival Etonnants Voyageurs, animera une rencontre et une exposition autour de son dernier album « *Le sang des cerises* » évoquant notamment les déportations en Nouvelle-Calédonie des communeus.es.



### Pas donnée, la culture !

L'Office du Tourisme a pris l'initiative d'ouvrir au public la visite des remparts « privés » du château de Saint-Malo. Très bien. Mais comme il le précise, il s'agit d'une « *visite exclusive* »(sic). Et donc à un tarif en conséquence: **12€**.

De là à dire que la société publique locale Destination Saint-Malo – Baie du Mont-Saint-Michel dont relève le dit office, avec pour actionnaire majoritaire Saint-Malo Agglo, pratique l'exclusion culturelle par l'argent, il n'y a qu'un pas. Nous le franchissons.

### Construire une piscine privée à 50 m de la mer, c'est toujours permis...

Dans un article du 20 mars, *Ouest-France* mettait dans la bouche du maire de Saint-Malo les propos suivants : « *Il paraît difficile de continuer à construire des piscines privées, après l'été et les restrictions que nous avons eues et au regard des inquiétudes pour les mois et années à venir* ».

Option frappée au coin du bon sens et responsable, non ?

Quelques jours après, je découvrais à 50 m de la mer, le panneau ci contre, mentionnant la délivrance d'un permis de construire d'une piscine (entre autres).

Lors de la réunion de mi-mandat, salle du port des Sablons, j'interpellai donc G. Lur-

ton sur cette incohérence.

Réponse du maire: « *je n'ai jamais dit cela, il ne faut pas croire ce qui est écrit dans les journaux!* ».

Sidérant (à double titre): d'une part le maire de Saint-Malo poursuit la politique frénétique d'urbanisation et continue de servir les nantis, d'autre part et en dépit des appels répétés à la sobriété en matière d'usage de l'eau potable, sa politique d'urbanisme est sourde à toute mesure basique d'économie.

DB

### Terminal ferries du Naye, suite...

Dans son n°5-114 (\*), *Rouge Émeraude* évoquait le projet de restructuration du terminal ferries du Naye, piloté par le Conseil Régional, et que nous qualifions de « projet à forte motivation capitaliste sérieusement contesté ».

En effet, bien que le Conseil Régional et S. Perrin, son vice-président, aient enveloppé ce projet dans un dispositif de communication sophistiqué, appuyé sur la Commission Nationale du Débat Public, censé garantir la concertation et la transparence de l'opération, depuis près d'un an, des riverains du secteur des Sablons contestent fortement certains aspects de l'opération.

En particulier, rassemblés dans le collectif des Sablons, les riverains (rejoints par plus de 17.000 pétitionnaires !) mettent cause l'impact visuel du projet qui bloquerait la vue d'Intra-Muros depuis la digue et la plage des Bas-Sablons et limiterait la vue de Saint-Servan depuis l'Intra-Muros. De plus, le collectif s'interroge sur le dimensionnement de la gare maritime (7000 m<sup>2</sup> répartis sur 2 niveaux, avec des activités marchandes) et sur une passerelle de plus de 100 m de long entre cette gare et le poste 1 d'amarrage des navires;

Le 17 mai, lors d'une commission de suivi de l'opération, on enregistrait deux évolutions notables du projet, sans conteste à mettre au crédit de la mobilisation initiée par le collectif des Sablons:

- La hauteur du bâtiment de la gare maritime était abaissée d'1 m ( de 8m à 7m)
- Dans le phasage des travaux, la construction de la passerelle était repoussée à 2030 (au passage, ce phasage en deux temps ne suggère-t-il pas que le coût du projet ne tient plus dans l'enveloppe financière initiale ?)

Pour autant, ne voulant pas légitimer l'action du collectif des Sablons, les promoteurs du projet se sont bien gardés de produire les documents permettant d'apprécier l'impact visuel des constructions depuis la digue et la plage des Bas-Sablons, point nodal de la contestation. Devant l'irritation qu'a suscitée cette nouvelle dérobade, S. Perrin s'est trouvé contraint de s'engager verbalement à fournir les visuels à partir de la digue (devant le phare et dans l'axe de la rue Magon).

Espérons que cet engagement sera tenu d'ici la prochaine réunion du comité de suivi et avant le lancement de l'enquête publique à l'automne où d'autres questions telles par exemple l'impact environnemental de la réutilisation de sédiments dragués dans l'avant-port ou la desserte ferroviaire et la circulation aux abords du site, devront être évoquées.

(\* toujours disponible en ligne par <https://www.anticapitaliste-35.org/ROUGE-EMERAUDE-no5-114-est-paru.html>.

DB

N'hésitez pas à faire part de ce bulletin à vos collègues, parents, amis, à visiter notre site internet 35 et à discuter sur notre page facebook:

<http://www.anticapitaliste-35.org>

<http://www.facebook.com/npaSaintMalo>

## Saint-Brévin : Solidarité avec les migrant·es et les brévinois·es

Il aura fallu que le maire de Saint-Brévin annonce sa démission pour que le gouvernement réagisse

notre solidarité avec tou·tes les brévinois·es solidaires.

Nous n'oublions pas non plus les violences dont sont victimes les migrant·es. Iels subissent les attaques de l'extrême droite, mais également d'un Etat raciste.

Alors que se profile une énième loi sur l'immigration, alors que l'Etat cherche à verrouiller la frontière italienne et que Darmanin rivalise de propos haineux avec ses homologues d'extrême droite italien, nous réaffirmons notre solidarité avec tou·es les migrant·es. Dans un monde où se multiplient les guerres et les conséquences du réchauffement climatique, les migrant·es vont être de plus en plus nombreuses. Accueillons-les, à Saint-Brévin et partout en France.

Nous nous sommes déjà rassemblés pour nous opposer aux manifestations d'extrême droite à Saint-Brévin. Nous continuerons à lutter pour l'accueil de tous les migrant·es et contre tous les racistes.

Le NPA 44

enfin aux violences d'extrême droite qui ont eu lieu à Saint-Brévin.

Deux manifestations racistes ont déjà pu se tenir, rassemblant des néo-fascistes de tous bords. Les brévinois·es, et notamment les membres du **Collectif des Brévinois attentifs et solidaires**, ont subi des intimidations, menaces, et insultes en direct et sur les réseaux sociaux. Et bien sûr le maire de Saint-Brévin a été particulièrement attaqué avec l'incendie de sa maison, le mettant lui et sa famille en péril.

Malgré plusieurs plaintes, l'Etat, si prompt à dénoncer les pseudo-violences du mouvement social, n'a rien fait. Pire, la **préfecture a favorisé le rassemblement de l'extrême droite le 29/04** comme en atteste la présence du sous-préfet de Saint-Nazaire au coeur du dispositif policier, organisé pour réprimer la contre-manifestation antifasciste. Nous réaffirmons

## Ne pas subir ni la réapparition certes minoritaire mais continue de la nébuleuse néofasciste, ni la banalisation des idées d'extrême droite

La multiplication des apparitions (exactions) des courants de l'ultra-droite, parfois mêlées de catholicisme intégriste, polarise l'actualité politique.

Comme depuis 1994, il y a eu le défilé parisien du 6 mai de quelques 500 **néofascistes** et nervis juvéniles, rappelant le décès accidentel d'un de leur précurseur, défilé auquel ont participé au fil du temps des élu·es ou militants du Front National, du GUD et autres chapelles nationalistes. Le même jour, a une lieu un concert clandestin de « rock aryen » (néonazi) à Saint-Cyr-l'École (78).

Le 13 mai, **l'Action française** réunissait ses ouailles dans un pseudo-colloque-meeting à Paris,

Le 16 mai, manifestation **néo-nazie** à Annecy avec croix celtiques, chants nationalistes, fumigènes et visages dissimulés.

Plus près de nous, outre les exactions de l'ultra-droite qui ont provoqué la démission du maire de Saint-Brévin-les-Pins (voir ci-dessus le texte de nos camarades du 44), on se souvient des agissements des adeptes de Zemmour à Callac (automne 2022): poussé dans ses retranchements entre injonctions menaçantes et silence des services de l'État, le maire a du abandonner son projet « Horizon » visant à accueillir et permettre l'insertion de réfugiés.

Samedi 12 mai, manifestation de membres de **l'Oriflamme** (scission de l'Action Française) devant la médiathèque de Saint-Senoux près de Guichen (35), où des artistes drag-queens animaient un atelier de lecture pour des enfants."

Samedi 12 mai, également, à Carnac, des catholiques traditionalistes membres ou proches du groupe-parti **Civitas** empêchent l'entrée dans l'église pour protester contre la tenue d'un concert d'orgue, par l'artiste américaine Kali Malone, qu'ils estiment "profanatoire".

La récurrence et la multiplication de ces événements sont certes le fait de groupes minoritaires et se signalent sans mettre en évidence une structuration à une échelle nationale. Par ailleurs, la mobilisation contre la réforme des retraites, et l'opposition toujours puissante à Macron, montre que les extrêmes droites ne parviennent pas à peser dans le mouvement social et que la majorité de la jeunesse qui se radicalise le fait autour de valeurs de solidarité, internationales, écologistes et féministes, ancrées dans le monde du

travail.

Pour autant, **cette mise en visibilité des extrêmes-droites a plusieurs conséquences:**

- Elle renforce la confiance de cette nébuleuse jeune et violente,
- Elle donne à Darmanin le prétexte de « trouble à l'ordre public » pour mener sa politique sécuritaire et répressive, la même qui interdit les Soulèvements de la Terre,
- Par comparaison de mode d'action, elle facilite la tâche du Rassemblement national dans sa stratégie d'apparaître comme une droite institutionnalisée, en marche électorale vers le pouvoir, même si des liens existent toujours entre le parti de Bardella et les groupes néofascistes ou traditionalistes.. Car **tous participent de la même logique: chasse à l'ennemi de l'intérieur, xénophobie et collaboration de classe**, motivées par un nationalisme agressif dans un pays impérialiste.

travail.

Pour autant, **cette mise en visibilité des extrêmes-droites a plusieurs conséquences:**

- Elle renforce la confiance de cette nébuleuse jeune et violente,
- Elle donne à Darmanin le prétexte de « trouble à l'ordre public » pour mener sa politique sécuritaire et répressive, la même qui interdit les Soulèvements de la Terre,
- Par comparaison de mode d'action, elle facilite la tâche du Rassemblement national dans sa stratégie d'apparaître comme une droite institutionnalisée, en marche électorale vers le pouvoir, même si des liens existent toujours entre le parti de Bardella et les groupes néofascistes ou traditionalistes.. Car **tous participent de la même logique: chasse à l'ennemi de l'intérieur, xénophobie et collaboration de classe**, motivées par un nationalisme agressif dans un pays impérialiste.

Le dénouement et les suites de la mobilisation sociale actuelle seront évidemment déterminantes sur la question de la montée des idées réactionnaires. Mais dans l'immédiat, il nous faut réfléchir aux moyens unitaires d'armer politiquement les organisations du mouvement ouvrier, de saper les bases de toutes les extrêmes droites et de se préparer à tous les scénarios sans tomber dans une paranoïa démobilisatrice.

On ne combattra ce fléau qu'en « réinventant l'espoir de bonheur pour tous ».

Léonard avec la commission antifasciste du NPA

## La mort d'Allan au commissariat de Saint-Malo: reprise de l'instruction

Nous avons à plusieurs reprises évoqué dans *Rouge Émeraude* (n°79—février 2021) la mort suspecte du jeune Allan Lambin, dans le cadre d'une garde à vue au commissariat de Saint-Malo en février 2019.

On vient d'apprendre que le parquet de Rennes a requis la mise en examen de quatre policiers du commissariat pour homicide involontaire. On attend avec intérêt les conclusions du magistrat qui vient d'être désigné pour reprendre l'instruction de cette affaire.

# CHRONIQUE DE LA LUTTE CONTRE LA REFORME DES RETRAITES

Toujours nombreux et déterminés dans les manifs, retraités aux flambeaux et autres casseroles de Saint-Malo et Combourg.



## Solidarité avec les salarié.es et syndicalistes de Verbaudet

Des salarié.es de l'entreprise Verbaudet, spécialisée dans la vente à distance de prêt à porter, sont en grève depuis plus de 60 jours pour l'augmentation de leurs salaires.

Depuis une quinzaine de jours, les grévistes ont eu à faire face à une répression inouïe: leur piquet de grève a été attaqué par la police, une ouvrière a été quasi-étranglée; le lendemain, le délégué syndical CGT a été agressé et kidnappé par un groupe violent devant chez lui... Puis il a été gazé, frappé et humilié par ses agresseurs, dont l'identité n'a pas encore été établie. Nul doute que ces violences ont pour but d'intimider les grévistes et au delà tout le mouvement social.

Affirmons notre soutien et notre solidarité avec ces camarades.



## Pas d'animaux au service de la répression

Les manifestations massives de ces dernières semaines, [...], ont subi une répression importante avec de nombreux actes de violence policière. Comme lors des précédents conflits sociaux, cette aggravation de la répression sur les manifestant.es a été rendue possible par la multiplication et la massification des outils répressifs.

Les animaux sont vus et utilisés comme des outils pour le maintien de l'ordre. Cela concerne des centaines de chiens des brigades cynophiles et de chevaux de la police montée, utilisés pour étouffer les manifestations spontanées et les blocages d'entreprises. Leur principale fonction est de terroriser toutes celles et ceux qui se retrouvent à proximité ou au cœur des contestations [...].

Nous nous opposons fermement à l'idée que des animaux puissent être considérés comme des armes, qu'elles soient défensives ou offensives. Il est, de plus, parfaitement inconcevable de respecter le bien-être de ces individus dans des conditions de maintien de l'ordre alors que ces derniers se retrouvent au cœur de situations d'extrêmes tensions, contraints d'endurer l'agitation, le bruit, les explosions, les gaz lacrymogènes, etc. Ces animaux n'ont pas choisi de faire partie de ces conflits ou de faire ce métier.

Ils se retrouvent dans cette situation uniquement parce qu'ils ont été dressés dans le but d'être serviles et agressifs. Leur « formation » est réalisée de manière opaque et la réalité du dressage lors des formations civiles similaires ne nous incite guère à l'optimisme quant aux méthodes utilisées.

Nous condamnons fermement ces méthodes et pratiques consistant à



**casser des animaux pour décupler leur agressivité tout en s'assurant de leur docilité devant leur maître.** Nous regrettons par ailleurs qu'il n'y ait à ce jour aucune transparence sur le nombre d'animaux concernés ni même sur les méthodes de dressage pratiquées.

Ces pratiques ne sont pas nouvelles. Les animaux ont toujours été utilisés pour des missions difficiles, douloureuses ou même périlleuses, au-delà de la seule répression policière. On compte par exemple 14 millions d'animaux envoyés au front durant la Première Guerre mondiale et près de 30 millions d'animaux tués durant la Seconde Guerre mondiale.

Les manifestant.es qui, face à la police montée le 28 mars dernier à Aubervilliers, scandaient « Libérez les chevaux ! » ont tout compris de cette situation injuste et de la solidarité dont nous devons leur faire preuve. L'objectif même de casser des individus pour décupler leur agressivité tout en s'assurant de leur docilité devant leur maître étant immoral.

Nous tenons par cette tribune à **dénoncer l'instrumentalisation du vivant à des fins belliqueuses et brutales**, nous nous opposons fermement à l'utilisation des animaux pour réprimer les mouvements sociaux et demandons l'interdiction de ces pratiques. Nous appelons également le Sénat à rapidement [...] voter la proposition de loi visant à interdire les colliers électriques et étrangleurs, déjà votée à l'Assemblée nationale en janvier 2023.

**Signataires: Les pôles « condition animale » de La France Insoumise, d'Europe Écologie Les Verts, du Nouveau Parti Anticapitaliste et la Révolution Écologique pour le Vivant.**



**Vous l'avez sans doute vu dans les défilés malouins, Jérôme, vidéaste indépendant, documente le mouvement local contre la réforme des retraites.**

**N'hésitez pas à aller voir ses vidéos sur <http://youtube.com/@SOKIALMEDIA>**

## EXPOSITION PHOTOS Maison du Peuple—Saint-Malo A PARTIR DU 2 JUIN

100 PHOTOS

POUR

100 JOURS DE LUTTE



En soutien au mouvement social contre la réforme des retraites Macron, 3 photographes Morgane Guillotin, Virginie Pourchoux et Patrice Latron s'engagent et proposent leur regard au cœur de la lutte.

Les photographes impliqués et témoins de ces événements proposent de retrouver ces différents moments de cette lutte collective principalement à Saint-Malo, à travers 100 photos pour 100 jours de lutte.

Imprimé sur support papier par nos soins:  
directeur de la publication  
et responsable de la rédaction:  
Daniel BOUFFORT